

Commune de Pouilly-Français 25410	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du vendredi 3 février 2017	N° 603 - 2017
--	---	----------------------

Le conseil municipal de la commune de Pouilly-Français s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances après convocation légale en date du vendredi 27 janvier 2017, sous la présidence du maire Yves MAURICE.

Nombre de conseillers en exercice : 15, ayant pris part à la délibération : 14+1procuration
Suffrages exprimés : 15 ; abstention : 0 ; contre : 0 ; pour : 15

Présents : Yves MAURICE, Michel LANQUETIN, Chantal JEANVOINE, Catherine DUC, Claude DANLOUE, Éric MOREL, Christian BAUD, Josette NICOLIN, Myriam FUMEY, Stéphanie GIBERT, Sylvain BOUCHER, Max WETSTEIN, Stéphane CONDAMINE, Olivier MAGNIN.

Absente excusée : Nathalie DECORBEZ donne procuration à Sylvain BOUCHER.

Secrétaire de séance : Michel LANQUETIN

Date affichage : 08/02/2017

**OBJET : DELIBERATION INSTAURANT LE DROIT DE PREEMPTION URBAIN DANS LA COMMUNE DE
POUILLEY-FRANÇAIS DISPOSANT D'UN PLU APPROUVE LE 3 FEVRIER 2017**

Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,

Vu la délibération en date du 03 février 2017 par laquelle le conseil municipal a approuvé le PLU de Pouilly-Français,

Considérant l'intérêt pour la commune de disposer d'un droit de préemption urbain sur la totalité des zones urbaines (nommées U dans le PLU) et d'urbanisation future (nommées AU dans le PLU), délimitées par le plan ci-joint,

Considérant que ce droit de préemption permettra à la commune d'acquérir des propriétés pour la mise en œuvre d'opérations d'intérêt général,

Après en avoir délibéré :

Article 1

Décide d'instituer le droit de préemption urbain sur toutes les zones U et AU selon le plan ci-joint.

Article 2

Décide d'étendre ce droit aux aliénations prévues à l'article L.211-4 du code de l'urbanisme sur l'ensemble des zones urbaines de la commune couvertes par le PLU.

Article 3

Dit que cette délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par l'article R.211-2 du Code de l'urbanisme, soit un affichage en mairie, durant un mois, et une insertion dans deux journaux diffusés dans le département.



En outre, ampliation sera transmise aux personnes suivantes :

- à M. le préfet ;
- au directeur départemental des services fiscaux ;
- au président du conseil supérieur du notariat ;
- à la chambre du barreau constituée près le tribunal de grande instance.

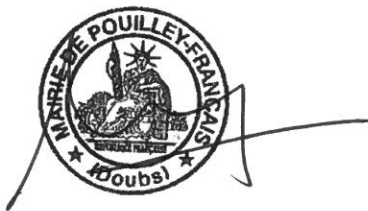
Le Conseil municipal se prononce par 15 voix pour.

Pour extrait conforme

Délibéré les jour, mois et an que dessus.

Le maire,

Yves MAURICE



REÇU EN PREFECTURE

le 10/02/2017

Application agréée E-legalite.com

025-2125 04666-20170203-603_2017-DE